

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1 – Téléphone : (418) 525-6187 poste 221
Télécopieur : (418) 525-6081 – Courriel : carrefour@capmo.org
Site Internet: www.capmo.org

NOVEMBRE 2013

Numéro 245

Femmes du sud, femmes du nord, agentes de changement



Carrefour Tiers Monde travaille à la sensibilisation du public à la coopération internationale. L'organisme n'envoie pas de coopérants à l'étranger, mais il contribue par ses actions à informer la population sur les enjeux majeurs du développement international. Carrefour est également responsable régional de l'organisation des Journées québécoises de solidarité internationale qui ont eu lieu du 6 au 16 novembre 2013 et il est membre de l'AQOCI, l'Association québécoise des organismes de solidarité internationale. Nous sommes onze régions à participer aux Journées québécoises de solidarité internationale.

Carrefour Tiers Monde est également l'initiateur du projet d'économie sociale de l'Auberge l'Autre jardin sur le boulevard Charest à Québec, mais il n'en n'est plus l'administrateur. La Boutique Équimonde est maintenant gérée par l'Autre jardin où vous retrouvez des produits forts intéressants dont de l'huile d'olives de la Palestine et du café d'un peu partout sur la planète. On y retrouve également de l'artisanat québécois.

Carrefour travaille aussi dans les écoles secondaires et primaires ainsi que dans les cégeps avec des outils pédagogiques qui traitent en autre sujet du droit des enfant dans le monde. Nous avons aussi l'outil pédagogique que nous utiliserons ce soir : Femmes du sud, femmes du nord, agentes de changements. Nous offrons cette formation dans les organismes communautaires et les groupes de femmes. Pour nous votre participation aux échanges est important.

Mensuellement, nous publions Carrefour information, un cyber bulletin qui annonce les différentes activités en lien avec la solidarité internationale dans la grande région de Québec. 500 personnes sont sur notre liste d'envois.

Élise Pelletier

Femmes du sud, femmes du nord,
Agentes de changement



Soirée mensuelle du CAPMO
en collaboration avec Carrefour Tiers-Monde

Quand : Jeudi 14 novembre 2013 à 18:30

(Un souper avec contribution volontaire
est offert à partir de 17:00)

Où : 435 rue du Roi à Québec, au 2ème étage

Information : 418-525-6187 poste 221



Donald Lehouillier
Emilie Frémont-Cloutier
Mounir Isaac
Robert Lapointe
Jacques Laplante
Renaud Blais
Monique Toutant
Frédéric McDuff

Étaient présentEs : 22 participants

Arianne Langlois
Élise Pelletier
Emma Wimberg
Fernand Dorval
Antonio de Aviles
Lucie Pagé

Ulisses Nieves Flores
Yves Carrier
Robert Roussel
Michel Leclerc
Guy Boulanger
Hélène Bédard
Rémi Simard
Ioni Blais-Langlois

À travers le monde, 70% des personnes vivant dans la pauvreté sont des femmes ou de filles. Deux tiers des 900 millions d'adultes analphabètes sont également des femmes.

De 25% à 50% des femmes ont été victimes de violence physique ou sexuelle.

Dans la plupart des pays du monde, un travail égal ne signifie pas un salaire égal. En moyenne, le salaire des femmes représente de 50% à 80% la valeur de celui des hommes. Donc à bien des endroits, on est encore loin de la parité salariale. Oui il y a eu du progrès, mais il reste beaucoup de travail à faire.

Quel nom de femme vous vient en tête comme promotrice du changement social ?



- Malala Yousafzai du Pakistan qui lutte pour le droit à l'éducation des filles et qui a été victime d'un attentat contre sa vie.

- J'aimerais parler de Aung San Suu Kyi du Myanmar qui a été en résidence surveillée pendant des années et qui aussi été incarcérée pour avoir tenu tête au régime militaire.

- Louise Brissette, à Saint-Anselme, a adopté 27 enfants handicapés.

- Rosa Park qui le 01 décembre 1955 à Montgomery en Alabama refusa de céder sa place dans un autobus à un homme blanc.

- Madame Thérèse Casgrain qui a dirigé la campagne pour le droit de vote des femmes au Québec entre les guerres mondiales.

- Rose Dufour qui travaille pour la dignité des travailleuses du sexe. Elle a fondé la Maison de Marthe à Québec qui accueille les femmes en détresse aux prises avec ce problème.

- Aïcha Lafleur, elle a fondé l'Association Kif Kif à Beauport. Cette femme est mon inspiration car elle ne compte pas ses heures auprès de centaines de familles immigrantes et elle effectue de nombreuses visites à domicile pour s'assurer que tout va bien dans leur insertion à la vie québécoise et cela pendant plusieurs années. Elle milite aussi pour la dignité des femmes immigrantes.

- Pénélope et Nathalie Guay qui ont ouvert la Maison Missinak pour venir en aide aux femmes autochtones victimes de violence. Elles construisent également une maison de thérapie pour les hommes des communautés autochtones. Je leur lève mon chapeau. Cela m'impressionne de voir que les abusées s'occupent des abuseurs.

- On voit que certaines femmes sont proches de nous et d'autres sont plus loin dans le temps et dans l'espace, il y a en d'un peu partout. Cela nous amène dans le vif du sujet, que l'on retrouve un peu partout des femmes modèles, inspirantes qui se battent pour des causes qui leur tiennent à cœur ou pour défendre les droits des personnes autour d'elles. Aujourd'hui, nous allons vous en présenter quelques-unes. On va un peu voir leur parcours et leurs réalisations.

Wangari Muta Maathai

Elle a été surnommée par les femmes qu'elle côtoyait, **Mama Miti**, ce qui signifie en swahili **Mère des arbres**. Ce surnom, qui lui est resté tout au long de sa vie, illustre bien l'importance que revêtent ses actions pour les Kenyans. Elle est reconnue mondialement pour sa contribution à la **protection de l'environnement** et sa lutte constante contre les **atteintes aux droits humains**.

Maathai, femme de tête

Née à Nyeri au Kenya en 1940, elle est la première femme en Afrique centrale et en Afrique de l'Est à détenir un doctorat. Elle se présente aux élections de 1997, mais elle n'est élue députée qu'en 2002. L'année suivante, on lui propose un poste au gouvernement, celui de ministre adjointe de l'Environnement. Elle s'est méritée plusieurs **distinctions**, dont le prix Goldman pour l'environnement qu'elle reçoit en 1991. Maathai est également la première femme africaine à gagner le prix Nobel de la paix qui lui est décerné en 2004. Elle a été reconnue par la revue Forbes ainsi que par le Times Magazine comme étant l'une des cent femmes les plus influentes au monde.

Forêt de Mau

Maathai s'implique énormément dans la préservation de la **forêt de Mau** qui couvre une zone de plus de 400 000 hectares, car elle est menacée par la surexploitation, les activités illégales d'extraction de ressources naturelles et l'expansion des zones agricoles. Cette forêt est une défense naturelle contre la sécheresse et l'érosion du sol.

C'est au sein de l'organisme Women of Kenya qu'elle lance l'idée de la plantation communautaire d'arbres. Cette initiative a le mérite de protéger l'environnement et de réduire la pauvreté, puisque la désertification et l'érosion des sols appauvrissent les paysans. Cette idée se développe et donne naissance en 1977 au *Green Belt Movement (GBM)*, un organisme non gouvernemental, à but non-lucratif, qui défend les droits humains, notamment ceux des femmes.

En Afrique, les personnes les plus touchées par la déforestation et les changements climatiques qui en résultent, ce sont les femmes (The Green Belt Movement). Ce sont donc elles que Maathai et son mouvement encouragent à faire preuve de leadership pour créer des projets. C'est ainsi qu'elles mettent sur pied des pépinières et des projets communautaires pour la récupération de l'eau et la sécurité alimentaire. Déjà, plusieurs milliers d'âres de forêt ont été restaurés et protégés et des centaines de milliers de femmes démunies ont vu leur vie quotidienne s'améliorer. Par contre, il reste beaucoup de travail à faire, tant dans le domaine des droits humains que dans celui de l'environnement.

La vie de Maathai est parsemée d'**épisodes difficiles**, notamment en ce qui concerne son mariage. Elle a épousé un politicien et a pris son nom : Mathai (avec un seul « a »). Toutefois, l'homme a demandé le divorce par la suite, prétextant que son épouse était trop éduquée, trop têtue et trop difficile à contrôler. Wangari Mathai se retrouve donc seule avec ses trois enfants à charge. Loin de se laisser démoraliser, elle décide de changer son nom de famille pour Maathai, afin de marquer un changement dans sa vie et de rendre hommage à l'ascendance masai de sa mère. Elle a également été emprisonnée à plusieurs reprises en raison de ses actions militantes. Wangari Maathai est décédée à l'automne 2011.



Rigoberta Tum Menchu

Rigoberta Tum Menchu est née en 1959 à Chimel au Guatemala, un des pays d'Amérique latine comportant le plus haut pourcentage de population autochtone, près de 50%.

Menchu appartient à la minorité ethnique des Quichés, une communauté descendant directement des peuples mayas.

Depuis son très jeune âge, elle a été témoin de la lutte des membres de sa famille contre les militaires responsables de la violation des droits de la population autochtone. C'est pourquoi, elle s'engage activement dans la voie de la défense des droits humains, plus particulièrement ceux des peuples autochtones.

Menchu obtient le prix Nobel de la paix en 1992 « en reconnaissance de son travail pour la justice sociale et la réconciliation ethnoculturelle basées sur le respect pour les droits des peuples autochtones ».



Elle est nommée Ambassadrice de la bonne volonté de l'ONU pour l'Année internationale des Autochtones. Cette nomination a lieu lors de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme à Vienne en 1993.

En 1996, elle devient ambassadrice de la bonne volonté de l'UNESCO.

Elle se porte candidate à l'élection présidentielle de son pays en 2007 et 2011 et fonde le parti politique WINAQ, parti enraciné dans la communauté autochtone du Guatemala.

Oppressions, assassinats, disparitions et guerre civile

La situation au Guatemala est précaire. La scène politique est contrôlée par les militaires, soutenus par les États-Unis. Les assassinats politiques, les coups portés par les escadrons de la mort et les disparitions font partie de la vie quotidienne des citoyens sous l'oppression du système militaire. Ceux qui osent s'y opposer, surtout la population maya, deviennent vite des cibles. La violence sévissant dans le pays force d'ailleurs Rigoberta à quitter le pays en 1981. Elle n'y reviendra qu'en 1996.

Décidés à réagir plusieurs groupes opprimés s'assemblent pour contrer l'injustice. Parmi eux, l'Armée de défense des pauvres et le Parti travailliste guatémaltèque s'associent pour former l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en 1962. Ils unissent leurs forces et s'opposent au gouvernement. Suite à leurs revendications, l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) signe, avec l'aide de Rigoberta Menchu, un « Accord de paix ferme et permanent » avec le président de l'époque, Alvaro Arzu. La guerre civile se termine en 1996. Ces 36 ans de guerre et de chaos ont causé la mort de plus de 200 000 personnes et la disparition de 40 000 autres.

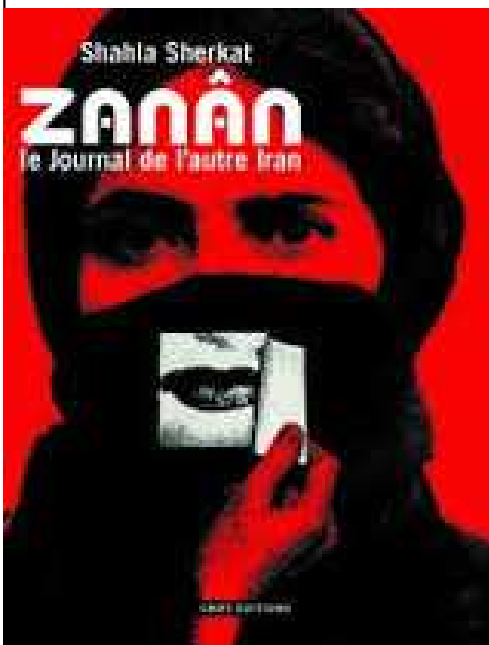
En 1999, Rigoberta perd le procès qu'elle avait engagé contre l'ex-président- dictateur Efraín Ríos Montt. L'ex-président était accusé de crimes contre les citoyens espagnols et de génocide du peuple maya au Guatemala. En effet, dans les années 80, le général procède entre autre à sa politique de la « terre brûlée » où 440 villages seront complètement rasés, près de 200 000 Mayas seront massacrés. 150 000 réfugiés fuient vers le Mexique pour sauver leur vie et 1,5 million d'habitants seront de déplacés internes.

Rigoberta Menchu subit également des pertes personnelles importantes (frère, père, mère). Menchu persiste néanmoins dans sa quête d'égalité entre autochtones et allochtones ainsi que dans la reconnaissance sociale de son peuple.

Fondation Rigoberta Menchu Tum

Elle crée en 1992 la Fondation Rigoberta Menchu Tum dont la mission correspond au grand rêve de Menchu d'établir la paix dans le monde, en tenant compte de la diversité ethnique, politique et culturelle. Cette fondation contribue entre autres, à la signature des Accords de paix pour le Guatemala en 1996.

Elle réussit notamment avec la FRMT, quelque dix années plus tard, à mettre sur pied un grand projet éducatif, la création d'une université maya.



Shahla Sherkat

Shahla Sherkat est une auteure et journaliste iranienne qui prône les droits des femmes de son pays. Sherkat est l'une des pionnières du mouvement de libération des femmes.

Histoire et transformations : Un Iran entre deux

Pour saisir son parcours, il faut comprendre la réalité dans laquelle les femmes iraniennes ont évolué. Le féminisme iranien connaît une évolution étonnante. Il passe d'un mode « traditionnel », accordant une place importante aux femmes à un modèle traditionnel conservateur. Après la révolution, il adopte un modèle occidentalisé. Traditionnellement, en **Perse antique**, les femmes iraniennes occupaient une place importante dans la vie quotidienne. Selon leur catégorie sociale, elles pouvaient travailler côte à côte avec les hommes et recevoir le même salaire qu'eux. Certaines femmes avaient de l'influence sur les affaires de l'État et s'impliquaient dans la gestion des affaires. Cette condition change cependant pendant la **période médiévale**. La polygamie devient légale pour les hommes et les femmes sont désormais obligées de porter un hijab.

Mouvement de femmes iraniennes et révolution institutionnelle

Au XIXe siècle, le mouvement Bahá'í se prononce en faveur de l'émancipation des femmes. On parle déjà de féministes iraniennes à cette époque. Le port du voile est critiqué par certaines femmes et considéré comme un symbole d'arriération. En début du XXème siècle, quelques femmes et hommes prennent part à la révolution constitutionnelle d'Iran. Par la suite, l'organisation de mouvements de femmes devient possible, des écoles de filles sont fondées et les femmes de toutes confessions revendiquent leur droit d'émancipation à leur tour.

Développement des droits des femmes iraniennes

C'est entre 1921 et 1979 que les Iraniennes réussissent à gagner le plus de droits civils et politiques, comme entre autres, celui d'étudier jusqu'à l'Université de Téhéran et de voter (1963). Le port du voile est interdit aux femmes et l'âge minimum du mariage pour les filles passe de 13 à 15 ans, puis à 18 ans. Plusieurs fonctions et professions, réservées auparavant aux hommes, sont ouvertes aux femmes (postes de ministre, de députée, service de l'armée, etc.).

Retour au modèle traditionnel

Ce modèle, reconnaissant les droits politiques et sociaux des femmes n'est pas accepté par les conservateurs iraniens. Les femmes promotrices de leurs droits participent à la révolution iranienne dans l'espoir de voir progresser leurs conditions. Cependant, tous les acquis gagnés lors des décennies passées sont perdus, lorsque les religieux s'emparent du pouvoir pour arriver à leurs fins. La participation des femmes à la vie politique et sociale est limitée, le port du voile devient obligatoire, l'âge minimum du mariage passe à 9 ans, les hommes exercent de nouveau tout pouvoir de décision concernant la famille. Les femmes doivent se placer à l'arrière dans les autobus, alors que les hommes occupent l'avant.

Dans les années 80, il faudra le bilan désastreux de la **guerre contre l'Irak** pour que le pouvoir en place reconnaisse la nécessité de changement du statut des femmes. En effet, l'Iran a été fortement ravagé par la guerre et sa reconstruction ne peut être assurée uniquement par les hommes. Les femmes sont donc considérées comme des actrices incontournables de cette reconstruction.

Un groupe féministe islamiste iranien naît en 1997. Son but est de développer des façons de faire pour construire la société en mettant un terme à l'oppression des femmes. Grâce à la revendication de ce groupe, le Conseil culturel et social des femmes est créé en 1997. Celui-ci représente les femmes et émet des avis auprès du président. C'est durant cette période qu'est supprimée la restriction pour les femmes d'avoir accès à certains programmes universitaires. Les lois sur le divorce sont modifiées. Les femmes peuvent ainsi être dédommagées si leur mari les oblige à accomplir des tâches ménagères contre leur volonté. L'âge minimum des femmes pour le mariage passe de 17 à 21 ans (Wikipédia, 2008).

Sherkat devient rédactrice en chef du magazine Zan-e ruz (qui signifie Femme d'aujourd'hui) en 1981. En 1992, elle fonde la revue Zanan (qui signifie Femme), dont elle est aussi la rédactrice en chef. Cette revue est conçue pour être le journal des femmes iraniennes. La revue prend progressivement un tournant et devient un journal féministe. Elle décide d'utiliser son talent de journaliste pour dénoncer la réalité quotidienne des femmes iraniennes dans le but d'amorcer un changement de leurs conditions de vie.

Sherkat est lauréate de plusieurs prix internationaux de journalisme. Elle a reçu en 2005 les prix Louis Lyons Award, prix attribué à des individus, groupes ou institutions, ayant fait preuve de conscience et d'intégrité dans le domaine de la communication, The Nieman Foundation for Journalism award de l'Université de Harvard, The Courage in Journalism Award (le prix de courage en journalisme), et The International Women's Media Foundation.

Sherkat incarne la libération des femmes en Iran et elle est considérée comme le porte-drapeau du féminisme islamique iranien. Afin de faire entendre sa voix qui se fait l'écho de la réalité des femmes de son pays, Sherkat est allée jusqu'en Europe. Elle est allée à Paris lors de la sortie de son livre Zanân, le journal de l'autre Iran. En 2001, elle a été condamnée à quatre mois de prison après avoir participé à une conférence sur la politique iranienne à Berlin. Aujourd'hui encore, elle continue à lutter, comme elle le dit, contre « les traditions archaïques » et l'inégalité entre les sexes au prix d'emprisonnements et d'accusations de prôner un mode de vie occidental.

Ces femmes du Sud ont influencé leur communauté. Elles ont défié les autorités, elles ont été surveillées, harcelées, emprisonnées, elles ont risqué leur liberté et leur vie. Grâce à leur courage et à leur détermination, elles ont amélioré les conditions de vie de leurs compatriotes.

Des femmes du Nord, plus particulièrement du Québec, ont souvent combattu et « marché » avec les femmes du monde. Cette solidarité a démontré à travers les années que des luttes avec les femmes du Sud peuvent contribuer à changer, un tant soit peu, la société actuelle.

Emilia Castro

Son premier engagement politique au début de sa jeunesse est guidé par le profond désir de vouloir changer l'ordre des choses, de s'attaquer aux injustices subies par des femmes et des hommes partout dans le monde.

En septembre 1973, les rêves de changements d'Emilia se sont écroulés, piétinés par les bottes des militaires. Le 11 septembre, un coup d'État renverse le président démocratiquement élu, Salvador Allende, et un régime militaire dictatorial est mis en place avec à sa tête une junte de gouvernement dirigée par le général Augusto Pinochet. À la suite du coup d'État, des dizaines de milliers d'opposants sont arrêtés, torturés ou tués, tandis que d'autres sont expulsés ou contraints à l'exil. Pinochet met en place une politique économique libérale (privatisation des entreprises, baisse du nombre de fonctionnaires, privatisation de l'enseignement supérieur), alors qu'une nouvelle constitution est adoptée en 1980.



Emilia prend donc le chemin de l'exil en 1974. Le 18 décembre, elle arrive à Québec en tant que réfugiée politique. Une importante étape commence alors dans sa vie : « Militer pour dénoncer les atrocités commises dans mon pays tout en m'incorporant à des luttes menées au Québec par le mouvement social. » L'implication qui va marquer son parcours comme féministe est celle en faveur de la reconnaissance des services de garde au Québec, reconnaissance qui voulait permettre un meilleur accès des femmes au marché du travail.

En tant qu'éducatrice, elle contribue à la création du réseau des services de garde et elle participe à la fondation du premier syndicat des garderies au Québec. Elle collabore également à la Collective Marie Géographie, un collectif d'agence de presse et d'information féministe à Québec. Elle œuvre depuis plus de 25 ans au sein du Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches (CSN), à titre de responsable des dossiers de la condition féminine, de la solidarité internationale et de la formation syndicale et politique et de vice-présidente.

En 1994, constatant la pauvreté des femmes, la Fédération des femmes du Québec organise la marche « Du pain et des roses » afin de mettre de l'avant neuf revendications qui permettraient de contrer la pauvreté. Cette marche représente une autre étape importante de son parcours féministe. Elle s'est retrouvée au cœur de l'organisation de cette importante mobilisation où plus de huit cents femmes marchent pendant dix jours et traversent villes et villages du Québec. La marche Du pain et des roses marque une étape importante pour le mouvement des femmes au Québec en lui donnant une fierté et une crédibilité nationale et internationale.

Emilia Castro est vice-présidente de la Fédération des femmes du Québec, elle est représentante des groupes des femmes au Centre local de développement, CLD, et elle s'implique également dans le comité directeur de la Chaire Claire-Bonenfant-Femmes, Savoirs et Sociétés, de l'Université Laval. Membre fondatrice de la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes. Depuis octobre 2008, elle fait partie du Comité international de la Marche mondiale des femmes en tant que représentante des Amériques. Cette implication s'inscrit dans son parcours féministe et rejoint ses premiers engagements pour la justice. Dans ce monde globalisé, la solidarité féministe doit s'internationaliser.

Née en 2000 à l'initiative de la Fédération des femmes du Québec, FFQ, la Marche mondiale des femmes est rapidement devenue un mouvement mondial incontournable. Des millions de femmes, à travers le monde, ont marché contre la pauvreté et la violence lors de la première et de la deuxième édition d'actions internationales, en 2000 et 2005. En 2010, la Marche mondiale des femmes a rallié quelques 4 500 groupes provenant de 150 pays et territoires. En 2007, Emilia Castro a été finaliste pour le « Grand prix Avancement de la femme » du YWCA, et lauréate du fleuron féministe de la collective Léa Roback.

2010 - 3^e marche mondiale des femmes

**« TANT QUE
TOUTES LES FEMMES
NE SERONT PAS
LIBRES,
NOUS RESTERONS
EN MARCHÉ! »**

Solidaires

Pour tout renseignement : www.wwm-france.fr



Nous, les femmes, marchons depuis longtemps pour dénoncer et exiger la fin de l'oppression que nous vivons en tant que femmes, pour dire que la domination, l'exploitation, l'égoïsme et la recherche effrénée du profit menant aux injustices, aux guerres, aux conquêtes et aux violences, ont une fin.

De nos luttes féministes, de celles qu'ont menées nos aïeules sur tous les continents, sont nés de nouveaux espaces de liberté, pour nous-mêmes, pour nos filles, pour nos fils et pour toutes les petites filles et tous les petits garçons, qui, après nous, fouleront ce sol.

Nous bâtissons un monde où la diversité est un atout et où tant l'individualité que la collectivité sont sources de richesse, où les échanges fleurissent sans contraintes, où les paroles, les chants et les rêves bourgeonnent. Ce monde considère la personne humaine comme une richesse des plus précieuses. Il y règne l'égalité, la liberté, la solidarité, la justice et la paix. Ce monde, nous avons la force de la créer".

TANT QUE TOUTES LES FEMMES NE SERONT PAS LIBRES, NOUS SERONS EN MARCHÉ!

Droit de vote des femmes

Les 1^{er} à l'avoir gagné sont les suédoises en 1863

1919 au fédéral

1940 au provincial



Ariane Émond

Ariane Émond est journaliste indépendante. Co-fondatrice du magazine féministe d'actualité La Vie en rose (1980-1987). Elle milite pour la liberté de choix en matière d'avortement.

Elle a collaboré à plusieurs médias (radio, télé, publications) et à une quinzaine de documentaires.

Elle est l'auteure, notamment, des Ponts d'Ariane (VLB) une série de chroniques sur les relations entre les hommes et les femmes, les générations et les cultures.

Elle anime régulièrement des débats et discussions publiques, des colloques et des forums sur les enjeux sociaux partout au Québec

Impliquée depuis cinq ans auprès de la jeune fondation 60 millions de filles (60millionsdefilles.org) qui soutient des projets structurants pour ramener et garder les filles sur les bancs d'écoles dans les pays en développement

Ariane Émond est aussi commissaire ad hoc à l'Office de consultation publique de Montréal.

Réactions de l'assistance

- * Je tiens à vous remercier pour votre présentation. Quel penseur a dit : « L'avenir de l'homme, c'est la femme. » ?
- * Georges Aragon a dit : « La femme est l'avenir de l'homme. »
- * C'est vrai que lorsqu'on observe les transformations dans le développement des communautés. Je pense que les femmes portent la vie et elles portent la conscience de l'importance de l'éducation et de l'évolution de la famille et de la communauté. L'éducation des fillettes est primordiale au changement social et à l'évolution d'une société. En Iran, j'entendais que les femmes sont 60% des étudiants universitaires et qu'elles sont plus instruites que leurs pères, il va donc se passer quelque chose. Je dirais que c'est un peu comme l'eau, une force tranquille qui avance lentement mais sûrement.
- * Ce que j'ai apprécié, c'est les différents portraits de femmes qui nous ont été présentés, en commençant par quelqu'un qui s'occupe de la nature, versus son pays et son développement, versus les cultures, Afrique, Guatemala, Iran, Québec, et de l'autre côté, les féministes qui affirment leur pouvoir en tant que femmes et qu'ils choisissent d'assumer en entier. C'est le caractère pluraliste de votre présentation que j'ai apprécié.

- * Vous avez fait un très bon travail parce que vous m'avez amené à comprendre qu'est-ce que c'est une agente de changement, au niveau collectif et non simplement individuel. J'ai beaucoup apprécié et je vous en remercie.
- * Les femmes sont au cœur de la société. À partir du moment où un pouvoir réussit à contrôler les femmes, à leur faire peur, à leur faire du mal, à les maîtriser, c'est l'ensemble de la société qui est dominée parce que les femmes sont au cœur de la résistance, elles sont au cœur de nos luttes. D'ailleurs, dans beaucoup de pays où il y a eu des oppressions récemment, on ne s'est pas trompé, on a visé les femmes. Le système patriarcal au Congo, en Haïti, en Bosnie, etc., se poursuit, ici également, même au Québec, nous ne sommes pas à l'abri de cela. Parce que non seulement notre cher gouvernement que j'adore, accomplit deux tâches fondamentales : Premièrement, renforcer le pouvoir du patriarcat sur les femmes avec la question du voile en ne leur laissant pas la liberté de le porter ou non, déjà que dans leur culture, c'est discutable comme ça l'a été chez-nous aussi. Un autre aspect auquel notre gouvernement contribue, c'est de participer au fameux clash des civilisations initié par les Américains, c'est-à-dire, faire en sorte de monter les civilisations les unes contre les autres. C'est toujours pour conserver le pouvoir que l'État agit ainsi. Au Moyen-Orient, ils réussissent même à monter les sunnites contre les chiïtes. Maintenant, ils vont s'entre-détruire. Les femmes sont au cœur de la société tandis que le patriarcat se situe au cœur de la structure d'oppression. C'est central.
- * Moi j'ai beaucoup apprécié l'animation car cela nous permet de voir ce qui se fait ailleurs et de voir des femmes d'autres pays. Ça m'a beaucoup étonné de voir que ce n'est pas juste au Québec que les femmes luttent, mais que c'est aussi le cas partout sur la planète. Et quand je voyais Rigoberta Menchu, je pensais à Lolita Chavez qui nous a visités à Québec au printemps dernier. Je pense souvent à elle. Ce qu'elle a apporté ici m'a beaucoup marqué. Je suis heureuse de connaître des femmes qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Merci.
- * J'ai lu énormément de récit d'explorateurs de l'Antiquité, incluant Jules César avec La Guerre des Gaules. Quand il parlait des coutumes chez les Gaulois, les Bretons, les Germaniques, on s'aperçoit que Rome et la Grèce étaient bien plus misogynes que les peuples dit barbares du nord de l'Europe. Chez les Bretons, les deux sexes étaient polygames, l'homme et la femme. Chez les Bretons, une femme pouvait être chez de tribu. Chez les Germains, c'est assez particulier parce qu'il s'agit de barbares disciplinés, ils avaient instauré un système égalitariste de répartition de la richesse. Une année sur deux, la moitié du peuple migrait pour aller vendre ou échanger les fruits de ces récoltes, et l'année suivante, c'est l'autre moitié qui devaient y aller. Quand ils partaient à la guerre, les femmes les accompagnaient et elles étaient aussi armées pour défendre les enfants et le campement. Chez les Gaulois, ce qui est particulier, c'est en cas de divorce. Si une femme était divorcée ou veuve, elle avait plus de droits que lorsqu'elle était jeune fille. Elle pouvait donc gérer ses affaires et avoir un commerce tandis qu'à Rome ou en Grèce, la femme demeurait toute sa vie sous la tutelle d'un homme. Ce qui fait que les peuples qu'on disait porteurs de civilisation étaient les plus misogynes.

Femmes gauloises



- * Pendant mes recherches sur la Théorie de la société civile, j'ai lu Germaine Tillon, anthropologue française qui a combattu dans la Résistance, et j'en suis arrivé à une conclusion. Ce n'est pas démontrable, mais la civilisation est faite contre les femmes pour restreindre le pouvoir des femmes. Ce principe a été révélé par l'histoire des femmes en Occident où on a parlé de la constitution athénienne faite par Solon. Cette constitution restreignait le pouvoir des femmes dans la cité grecque. Donc, les sociétés primitives sont beaucoup plus égalitaires entre les hommes et les femmes, où les femmes ont du pouvoir. D'ailleurs, on peut regarder les sociétés iroquoises où les hommes ne pouvaient partir en guerre si les femmes ne le voulaient pas, même chose chez les Germains. La civilisation est un complot inventé par les hommes pour restreindre les pouvoirs des femmes. En fait, c'est cela le but, mais c'est indémontrable évidemment.
- * Merci beaucoup pour votre présentation, j'ai beaucoup appris. Les deux choses qui m'ont marquées, ce sont les statistiques du début qui nous disent que nous devons continuer à marcher. Ce n'est pas demain la veille que les femmes seront libres partout et même ici, elles peuvent se sentir menacées jusqu'à un certain point. La femme africaine, Wangari Muta Maathai, en l'entendant parler de sa réaction vis-à-vis de l'échec qui est de se redresser et de continuer, c'est souvent l'attitude qu'ont eue les femmes à travers l'histoire. Elles ne doivent pas se laisser abattre, malgré tout ce que les femmes ont subi à travers l'histoire, il y a de quoi se décourager. J'ai trouvé ces portraits inspirant et j'ai pensé aussi à Lolita Chavez qui poursuit son combat au Guatemala contre les entreprises minières canadiennes. Elle utilisait cette expression porteuse de sens : « L'or ou la vie ? », puis elle disait que la libération de la femme, cela commençait dans la chambre à coucher. Cela m'a aussi fait penser aux luttes des autochtones, quand on parle des femmes qui initient des mouvements qui changent la société. Je pense au mouvement Idle no more qui vient d'un groupe de femmes de la Saskatchewan. Ce sont des femmes autochtones qui ont été instigatrice de tout ce mouvement. Quand on regarde les villages autochtones, ce sont des femmes qui portent le changement avec les autres. On peut penser à Teresa Spencer qui a fait une grève de la faim l'an dernier pour attirer l'attention de la population sur les conditions misérables de vie dans les réserves éloignées.
- * J'ai de la difficulté quand on parle de luttes ou de combats pour les femmes. Je trouve que ce sont des expressions masculines. J'aimerais mieux qu'on exprime cela en terme de revendications pour le changement social. Une femme ne se bat pas, elle revendique ses droits et je suis d'accord avec cela. Je suis d'accord pour dire, nous avançons, nous changeons les choses, oui. Il faudrait changer les mots luttes et batailles dans notre lexique de militants. C'est la seule critique que je fais. C'est une connotation complètement différente par rapport à notre idéologie, notre démarche et les structures sociales de ce que nous avons dit du côté historique, cela demeure qu'il s'agit de revendications.
- * Je tiens à vous remercier. J'ai bien aimé votre présentation qui m'a aidée à me rappeler certaines choses. Je me sens solidaire avec les femmes.



- * L'été passé, on a fait un jardin collectif avec des femmes d'origines diverses. Je pense que cela les toucherait de voir le film sur cette femme africaine qui a lutté pour les droits des femmes et leur alimentation en entamant le reboisement des terres du Kenya.
- * C'est paradoxale dans la sémantique du mot de dire qu'il faut se battre pour revendiquer quelque chose. Je trouve génial cette symbiose qui existe entre les différentes luttes des femmes à travers le monde. Pour moi, le côté féminin représente la subtilité. Merci à la vie.
- * Il faut défendre nos droits et il faut lutter contre l'injustice, dans une perspective de bâtir un monde nouveau, un monde meilleur. Au lieu de toujours se battre par en arrière, ce serait bon qu'on se batte par en avant pour bâtir et je pense que la présentation de ce que les femmes ont fait, cela donne du courage pour avancer. Quand le vase déborde, il faut bien pouvoir tasser les hommes qui nous empêchent d'avancer. Dans le sens de faire valoir l'égalité des hommes et des femmes parce que la justice et pour tous et non seulement pour ceux qui s'accaparent du contrôle social.
- * J'ai beaucoup apprécié la présentation et c'est toujours bon d'être sensibilisé à la question de la place des femmes dans notre société et à travers le monde.



Shahla Sherkat, journaliste iranienne